



Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Tramway - Autorisation des ancrages des équipements d'alimentation électrique et d'éclairage public en façades privées - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole doit implanter sur le domaine public les équipements indispensables à l'éclairage public et à l'alimentation électrique des transports en commun. Or, dans certaines configurations, il est difficile de positionner des mâts sur le domaine public, soit en raison de la gêne occasionnée aux piétons et surtout des personnes à mobilité réduite, soit parce que les caractéristiques du sous-sol ou son occupation ne permettent pas des massifs de fondation.

1. Application des dispositions dites « *Ville de Paris* » au territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

Dans ses articles L.171-2 à L.171-11, le Code de la voirie routière permet sur les voies privées et publiques de la Ville de Paris, l'établissement notamment de supports et ancrages pour l'éclairage public et l'alimentation électrique des transports en commun sur les façades des propriétés riveraines sans phase préalable de déclaration d'utilité publique.

La loi 2019-1428 du 24 décembre 2019, a par son article 8, modifié l'article L.173-1 du Code de la voirie routière, qui dispose que les articles L.171-2 à L.171-11 du même Code, sont également applicables, sur délibération de leur assemblée, aux communes, aux établissements publics de coopération intercommunale et aux syndicats mixtes compétents en matière de voirie, d'éclairage public ou de transports en commun.

De manière à pouvoir réaliser les opérations d'implantation d'émergences et notamment d'ancrages pour les nouvelles lignes de tramway, il apparaît utile pour Montpellier Méditerranée Métropole de délibérer en faveur de l'application des articles L.171-2 à L.171-11 du Code de la voirie routière sur l'ensemble de son territoire.

C'est dans le cadre de ces dispositions que pourront intervenir les ancrages nécessaires à l'éclairage public et aux supports de la ligne aérienne de contact de la 5^{ème} ligne de tramway.

2. Organisation de l'enquête publique préalable à l'instauration des servitudes d'appui-accrochage relatives aux appareils d'éclairage public et la ligne aérienne de contact

Les dispositions de l'article L.171-7 du code de la voirie routière prévoient : « *A défaut d'accord amiable avec les propriétaires intéressés, la décision autorisant la pose de supports, de canalisations ou d'appareillages sur les propriétés privées est prise après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration.* »

Ces dispositions permettront à Montpellier Méditerranée Métropole, à défaut d'accord amiable avec les propriétaires – qui sera toujours recherché en priorité – de recourir à une procédure d'enquête publique, qui aura pour effet de créer une servitude obligeant le propriétaire à accepter l'ancrage sur la façade de son immeuble.

A noter que cette prérogative ne fait pas obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever, ni clore ou bâtir son bien.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser l'application des articles L.171-2 à L.171-11 du Code la voirie routière sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour ouvrir, organiser et conduire l'enquête publique nécessaire à l'instauration des servitudes d'appui-accrochage des appareils d'éclairage public et des supports de la ligne aérienne de contact associés à la 5^{ème} ligne de tramway ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à prendre les arrêtés d'instauration des servitudes d'appui-accrochage à l'issue de l'enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-234945-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.